Note sur la rencontre de Caracas de la « Plate-forme mondiale anti-impérialiste »

Le 3 mars 2023 a démarré la troisième rencontre de la « Plate-forme mondiale anti-impérialiste », qui rassemble des forces confuses jusqu'à récemment inconnues, ainsi que des groupes politiques étrangers au mouvement communiste. Certains parmi ces derniers n'existent que dans les ordinateurs ou dans les esprits de leurs porte-parole, comme l'inexistant « *Collectif de lutte pour l'unification révolutionnaire de l'humanité* » ou la « *Plate-forme pour l'indépendance* » en Grèce. D'autres, représentent des positions ultra-nationalistes, racistes et réactionnaires, comme « *Vanguardia Española* » et « *Vanguardia Venezolana* ». Certains partis communistes ont également participé à cette étrange rencontre, plusieurs d'entre eux immergés dans le camp opportuniste et réformiste depuis de nombreuses années et d'autres, peut-être confus ou ayant modifié les positions qu'ils défendaient jusqu'à récemment.

Nous mettons en garde la classe ouvrière et les communistes du continent contre la dangereuse ligne politique qui se cache derrière cette « Plate-forme ». Bien que le mot « anti-impérialiste » figure dans son nom, son objectif est de convaincre la classe ouvrière de se ranger du côté du bloc impérialiste de la Chine et de la Russie face à une guerre imminente, comme le démontrent ses déclarations faites à Paris et à Belgrade, parues à la fin de l'année dernière.

Pour étayer cette idée, ils ont repris deux postulats des social-chauvins de la Deuxième Internationale qui avaient servi de base pour justifier leur soutien à leurs bourgeoisies respectives pendant la Première Guerre mondiale. Premièrement, réduire les causes des guerres actuelles à une « volonté » de l'impérialisme américain de maintenir son hégémonie ; tout en occultant les contradictions réelles qui existent entre les principales économies du monde pour le contrôle des ressources naturelles, des moyens de transport, des positions géostratégiques ou des institutions financières locales. Deuxièmement, justifier la guerre pour le maintien des zones d'influence des pays capitalistes comme la Russie ou la Chine, sous couvert de « libération nationale ».

La manœuvre idéologique pour parvenir à ces conclusions dangereuses consiste à nier le caractère impérialiste de la Chine et de la Russie. Puisqu'il est impossible de dissimuler leur caractère capitaliste, on nie que les deuxième et onzième économies mondiales, dotées d'oligarchies financières et de monopoles très puissants dans les domaines du transport, du commerce et de l'énergie, soient impérialistes. Dans la déclaration de Paris, on prétend que ces pays *« ne vivent pas de la surexploitation ou du pillage du monde* », comme si la classe ouvrière des pays appartenant à la Communauté des États indépendants, sans parler de la Russie et de la Chine elle-même, ne faisait pas partie du monde, ou que la politique sauvage d'exportation du capital chinois vers l'Afrique n'existait pas (*NDLR : voir aussi les articles du PCRF, qui ont étudié l'exportation des capitaux chinois et russes en France, ces mêmes études peuvent se faire sur toute la planète*).

Si toutes les organisations qui se sont exprimées lors de la rencontre ne sont pas d'accord avec les déclarations de Paris et de Belgrade, objectivement, la Plate-forme sert à introduire dans la classe ouvrière l'idée néfaste de prendre parti pour un camp impérialiste dans la guerre qui a déjà connu sa première étape en Ukraine et qui va s'étendre et se généraliser. Il n'y a pas de place pour une politique anti-impérialiste, quand on cherche à se subordonner à un pôle impérialiste, et à ne pas combattre l'impérialisme à la racine, comme stade suprême du capitalisme. Aujourd'hui, comme il y a 100 ans, l'unité avec les opportunistes signifie en fait la subordination de la classe ouvrière à « sa » bourgeoisie nationale et l'alliance avec elle pour opprimer d'autres nations et lutter pour les privilèges de chaque grande puissance, ce qui représente la scission du prolétariat révolutionnaire de tous les pays.

Outre ces éléments, nous tenons à mettre en garde contre le caractère provocateur du Parti socialiste unifié du Venezuela qui mène cette activité à Caracas, étant donné que ces derniers mois, ses attaques contre le Parti communiste du Venezuela se sont intensifiées. Au cours des dernières semaines, la direction du PSUV a tenté de monter un coup contre le PCV, visant à le rendre illégal. La politique anticommuniste du PSUV qui cherche à mettre hors la loi le PCV ou à intervenir dans son fonctionnement ne peut être soutenue par aucun parti qui se réclame du communisme, mais doit être dénoncée et combattue.

Pour le Parti communiste du Mexique, il est clair qu'une telle « Plate-forme anti-impérialiste » est une marionnette utilisée pour blanchir l'un des camps des pays capitalistes participant à la guerre impérialiste actuelle et pour semer la confusion parmi le prolétariat international, de la même manière que ceux qui cherchent à blanchir les États-Unis, l'OTAN ou le gouvernement Zelensky.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Section internationale du Comité central du Parti communiste du Mexique